

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE EN FRANCE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

POUR ETRE FORTS ET UNIS, PRENONS NOS MEMES NOS LUTTES EN MAIN

Pour l'ensemble du prolétariat aujourd'hui, ce sont partout les mêmes attaques frontales, massives, simultanées.

Ouvriers du secteur public, ouvriers du secteur privé, ouvriers en activité, ouvriers au chômage, vous êtes tous attaqués. Les licenciements massifs tombent de plus belle chez Renault, Alstom, Schlumberger, Dassault, dans les chantiers navals de la Normed ou de Dubigeon, de Nantes à Saint-Nazaire et Billancourt, de Dunkerque à La Seyne comme ils pleuvent dans les entreprises de dimensions plus réduites où les effectifs fondent régulièrement par "paquets" de 9, sous l'effet de la "libéralisation" de la procédure de licenciement. Les suppressions d'emploi s'intensifient à la suite des coupes budgétaires de l'Etat. La "protection sociale" (sécurité sociale, régimes des retraites, allocations familiales) est taillée en pièces (voir article p.2). Les "petits boulots", le travail à temps partiel, les stages dits de conversion et toutes les mesures de précarisation de l'emploi se multiplient, ne faisant que déguiser l'extension du chômage. La dégradation générale des conditions d'existence s'accélère. La baisse ou le blocage des salaires et des primes se généralise et cela s'accompagne d'une augmentation des diverses cotisations sociales et des tarifs publics. Les cadences deviennent de plus en plus folles et les charges de travail s'accroissent. Le flicage permanent accentué au nom de "la lutte contre le terrorisme" est omniprésent et devient insupportable dans la rue comme dans les entreprises ou à l'entrée des grandes surfaces. Les expulsions manu militari et les menaces constantes d'un pareil sort pèsent à l'encontre de tout travailleur immigré au moindre prétexte de "situation irrégulière" ou suspect d'activités de "nature à troubler l'ordre public".

LA BOURGEOISIE ET SES SYNDICATS CHERCHENT A DIVISER ET A ISOLER LA RIPOSTE OUVRIERE

Partout, face à cette situation, non seulement la colère monte, la volonté de se battre existe, mais la

possibilité d'une riposte massive se fait jour, le besoin d'unifier cette riposte tend à s'affirmer. Toutes les campagnes sur lesquelles la bourgeoisie a "mis le paquet" et particulièrement la récente campagne "d'union nationale contre le terrorisme", n'ont pu enrayer cette dynamique. C'est parce que cette dynamique de luttes massives et unitaires existe et que les conditions pour qu'elle s'exprime ouvertement mûrissent, que le danger pour elle aujourd'hui est de se confronter à une telle situation et que l'objectif majeur qu'elle poursuit est d'empêcher que cela ne se réalise.

La bourgeoisie est parfaitement capable de supporter, de tolérer, d'endiguer et de maîtriser des luttes ouvrières, aussi nombreuses et simultanées soient-elles tant qu'elles restent isolées les unes des autres, tant qu'elle ne se retrouve pas face à une classe ouvrière unie dans la même lutte massivement. Par contre, toute manifestation de cette unité la menace directement. C'est pourquoi, alors que les ouvriers réagissent, qu'ils sont mobilisés sur leur terrain de classe et sont amenés à riposter en même temps un peu partout à cette situation intenable, la bourgeoisie se retrouve ligée pour multiplier les manœuvres de division des ouvriers, d'isolement de leurs luttes.

En plus des attaques qu'ils subissent, les ouvriers se retrouvent confrontés inévitablement à l'heure actuelle, dès qu'ils sont en situation de manifester leur colère grandissante et qu'ils mettent en évidence une forte combativité, à ces puissantes manœuvres de division dont le fer de lance est le travail des syndicats, maîtres d'œuvre et clefs de voûte de la politique de sabotage des luttes au sein de la bourgeoisie.

Depuis des années, quotidiennement, les ouvriers font l'expérience du sabotage syndical de la lutte, et cela n'a cessé de susciter au sein de la classe une méfiance légitime, croissante et de plus en plus profonde à leur égard, mais cela, la bourgeoisie et les syndicats le savent et parviennent à l'exploiter au maximum pour essayer de déboussoler les ouvriers.

Hier, c'était pour tenter de désimpliquer les ouvriers, pour les écoeurer, les empêcher de prendre part à la lutte. Mais aujourd'hui, sous les coups de boutoir de l'accélération des attaques anti-ouvrières, les syndicats ne sont plus dans la situation où ils peuvent empêcher la colère ouvrière de s'exprimer ; ils font tout pour la canaliser vers des explosions isolées, comme à la Normed (voir article p. 8) ou pour étouffer les expressions des éléments les plus combattifs en tentant de les isoler du reste de la classe (voir l'encart sur Saint-Nazaire).

Il s'agit alors pour les syndicats d'utiliser la méfiance existante à leur égard pour essayer d'entretenir leur travail de division. Les manœuvres déployées le 21 octobre illustrent clairement cela : alors que l'ampleur et la profondeur du mécontentement social ont poussé les syndicats à organiser le même jour une "journée d'action" dont le mot d'ordre de grève a été largement suivi - fait particulièrement significatif du climat actuel de rogne générale -, beaucoup d'ouvriers se sont abstenus de manifester derrière les uns ou les autres qu'ils considèrent désormais comme des "chapelles", des "cliques" particulières où ils ne reconnaissent plus leurs intérêts. En même temps, ceux qui ont moins ressenti ce sentiment de défiance ont fait une nouvelle fois l'amère expérience de la vraie nature des syndicats, qui les ont fractionnés, séparés en cinq cortèges différents à Paris, chacun d'entre eux derrière "son" syndicat, les banderoles de "son" entreprise, les revendications de "son" propre secteur.

(SUITE p. 3)

Sommaire

FRANCE

- Attaques sur les conditions de vie p. 2
- Luites à Saint-Nazaire p. 3
- Manifestation du 21 octobre à Paris ... p. 3
- La CGT organise la défaite à la Normed p. 8

SITUATION INTERNATIONALE

- Les attaques frontales p. 4
- Grèves en Afrique du Sud p. 4
- Luites en Suède p. 5
- Luites en Grande-Bretagne p. 4
- Le capitalisme pourrit sur pied p. 6
- Bilan de réunion publique à Paris p. 7

LUTTES MASSIVES EN SUEDE

LIRE P. 5

Allocations familiales, Securite Sociale, retraites

UNE NOUVELLE SAIGNEE DANS LES CONDITIONS DE VIE DE TOUS LES OUVRIERS

■ Pendant des années, la bourgeoisie, en France comme dans tous les pays avancés d'Europe occidentale, nous a vanté les mérites de l'"Etat providence", de cet Etat "social" issu de la seconde guerre mondiale et qui, certes, a dû pressurer les ouvriers pendant toute la période de reconstruction, mais était néanmoins capable de leur garantir de quoi assurer un relatif "bien-être". Cet Etat -grâce au salaire "social" versé sous forme de prestations diverses (allocations familiales, remboursement de frais de maladie, pensions de retraite et d'invalidité, etc.) offrait jusqu'à présent aux ouvriers la garantie de pouvoir élever leurs enfants tout en leur assurant une protection contre la maladie et la misère au moment de la vieillesse.

C'en est bien fini aujourd'hui de toute cette politique de protection sociale pour laquelle deux générations d'ouvriers ont payé de leur sueur et de leur sang! A peine le budget 87 venait-il d'être adopté que le gouvernement Chirac déployait, début octobre, tout l'éventail des mesures d'austérité destinées à éponger le déficit pharamineux de la sécurité sociale (16 milliards de francs). Ce n'est pas seulement tel ou tel secteur de la classe ouvrière qui est touché ainsi, par telle ou telle mesure (licenciements, gel des salaires, baisse des primes, augmentation des cadences...). Ce sont TOUS LES OUVRIERS qui sont aujourd'hui brutalement frappés par un seul et même plan d'attaque contre l'ensemble de leurs conditions de vie.

L'AMPUTATION DES ALLOCATIONS FAMILIALES

Le premier volet de ce plan d'austérité contre le salaire social des ouvriers, c'est à M.Barzac qu'on le doit (ministre délégué à la santé et à la famille). Sous couvert de favoriser la naissance d'un 3ème enfant (grâce à une augmentation dérisoire des allocations versées aux mères au foyer), il s'agit en réalité d'appliquer une politique d'attaques draconiennes contre le revenu des familles ouvrières, à travers la suppression ou l'amputation des principales prestations familiales :

- suppression de la prime de déménagement attribuée par les caisses d'Allocations Familiales aux bénéficiaires de l'allocation logement, c'est-à-dire aux foyers les plus défavorisés;

- suppression du "complément familial maintenu" (700F par mois) qui, jusqu'alors, était versé pendant encore un an aux familles de trois enfants dont l'aîné est âgé de plus de 18 ans (s'il travaille) ou de plus de 21 ans (s'il est étudiant). Ce qui signifie que se sont encore les familles aux revenus les plus modestes qui seront attaquées au moment où leur enfant, en quittant le domicile familial, a le plus besoin d'argent (notamment pour se payer un logement);

- suppression des trois jours de congés accordés au père à la naissance d'un enfant;

- quant à l'allocation au "jeune enfant" qui, jusqu'à présent, était versée autant de fois qu'il y avait d'enfants de moins de trois ans dans une famille, elle ne sera plus attribuée qu'une seule fois. Ainsi, par exemple, une famille de trois en-

fants de moins de trois ans ne touchera plus que 773 F. par mois au lieu de 2219 F. alors que les frais de garde pour un seul enfant non scolarisé s'élève déjà à près de 2 000 F. par mois.

Jamais depuis 1939 (date à laquelle furent créées les Allocations Familiales) les familles ouvrières n'avaient subi une telle amputation de leurs revenus. Avec la mise en place de ce plan d'austérité pour 87, non seulement la bourgeoisie impose aux ouvriers une aggravation considérable de leurs conditions de vie, mais en plus elle se paie leur tête : "j'espère régénérer ainsi l'envie d'agrandir la famille" (M.Barzach)

LES OUVRIERS N'ONT PLUS LE DROIT D'ETRE MALADES

Le second volet de cette offensive anti-ouvrière réside dans la mise en place d'un plan d'économie de 4 à 10 milliards de francs destiné à résorber le déficit de la caisse d'assurance maladie. Pour les ouvriers, ce plan annoncé fin septembre par P. Séguin se résume en une phrase : "ouvriers, votre santé coûte cher au capital. Il vous faut payer ou crever !" Qu'on en juge :

- suppression du remboursement de la "26ème maladie" (maladie dont les frais dépassent 80 F. par mois sur plus de 6 mois, telles que l'hépatite virale ou la maladie de Parkinson);

- suppression du remboursement à 100 % des visites à domicile;

- augmentation du forfait hospitalier de 23 à 31 F.

- suppression du remboursement des médicaments dits "de confort" telles les vitamines, considérées désormais comme un produit de luxe;

- révision des "cotations" des opérations chirurgicales afin d'abaisser le seuil d'exonération. Ainsi, par exemple, les frais d'anesthésie pour une appendicite devront être en partie pris en charge par le malade. En un mot, cela signifie que tous ceux qui ne pourront pas payer n'auront pas d'autre choix pour survivre... que d'être charcutés à vif !;
- suppression du remboursement du traitement de la poliomyélite et de la tuberculose sous prétexte de leur prétendue éradication grâce aux vaccins. Un tel argument révèle toute l'hypocrisie de la bourgeoisie : si effectivement ces maladies avaient totalement disparu, le problème des remboursements des soins ne se poserait même pas !

A toute cette série de mesures d'une bestialité sans précédent depuis la 2ème guerre mondiale, vient encore s'ajouter un renforcement des attaques contre les plus défavorisés :

- suspension de la prise en charge des soins médicaux à 100% après un arrêt de travail de plus de trois mois, c'est-à-dire au moment même où les ouvriers voient leur salaire amputé de moitié lorsque leur congé de maladie se prolonge au delà de trois mois. Ainsi, avec une telle mesure, les ouvriers malades seront désormais doublement pénalisés;
- baisse des pensions et suppression de la gratuité des soins médicaux pour les handicapés;
- forfait hospitalier obligatoire pour tous les malades internés dans les hôpitaux psychiatriques (et

qui pour la plupart sont réduits à l'indigence la plus totale), même si cet internement s'est effectué contre leur volonté (suite à une mesure judiciaire, par exemple).

Aujourd'hui avec l'accélération brutale des attaques contre le "salaire social" de toute la classe ouvrière, c'est le vieux mythe de l'Etat providence qui est en train de s'effondrer comme un vulgaire château de cartes. Non seulement le capitalisme décadent jette chaque jour des milliers d'ouvriers sur le pavé, non seulement il use jusqu'à la corde ceux qui "bénéficient" encore d'un emploi, mais lorsqu'ils sont malades, il les traite comme des déchets. Et le gouvernement Chirac n'est pas le seul à porter la responsabilité de cette attaque massive contre toutes les conditions de vie des ouvriers, comme voudraient nous le faire croire les sirènes des syndicats et partis de gauche dans l'opposition. La CGT et le PCF peuvent toujours protester à cor et à cri contre le démantèlement de la Sécurité sociale, nous n'oublions pas qu'avec la gauche au pouvoir, la suppression dès 81 de l'allocation au troisième enfant instituée en 80 par Raymond Barre, de même que le forfait hospitalier imposé en 83 par le "communiste" Ralite ont été dans ce domaine deux innovations du gouvernement PC-PS en matière de politique anti-ouvrière.

L'ATTACHE CONTRE LES RETRAITES.

Toutes ces amputations des prestations sociales ne touchent pas seulement les ouvriers productifs et leurs enfants. Elles viennent également frapper de plein fouet tous les ouvriers qui n'ont plus de travail. Non content d'attaquer régulièrement les allocations chômage, de supprimer tout plan de reconversion pour les licenciés des petites entreprises, le gouvernement Chirac s'engage maintenant dans une offensive de grande envergure contre les retraités, notamment à travers :

- la revalorisation des pensions, non plus sur les salaires, mais sur l'augmentation "prévisible" des prix. En termes clairs, cela signifie une nouvelle révision à la baisse des pensions de retraite;
- le désengagement de l'Etat dans les caisses de retraite des municipalités qui devront désormais être financées par tous les contribuables à travers une augmentation sensible des impôts locaux;

- la mise en place d'un plan "épargne-retraite" pour les salariés. Non seulement les cotisations prélevées sur les salaires ne cessent d'augmenter, mais on exhorte encore les ouvriers à faire des économies tant pour garantir leur propre retraite que pour subvenir à celle de leurs parents et grands-parents.

Avec toutes ces attaques contre le revenu des retraités, jamais, dans l'histoire de ces quarante dernières années, la bourgeoisie n'avait affiché un cynisme aussi indécent, un tel mépris de la classe ouvrière. A cette génération d'ouvriers qui, leur vie durant, n'ont cessé de consentir sacrifices sur sacrifices -en servant d'abord de chair à canon pour des intérêts qui n'étaient pas les leurs, puis de bêtes de somme pour reconstruire l'économie nationale

(SUITE P. 6)

Expulsion de 101 maliens : TOUTE LA BOURGEOISIE APPROUVE

■ Samedi 18 octobre, 101 ouvriers maliens sont embarqués manu militari par des dizaines de flics en armes sur un avion spécialement affrété par le ministère de l'Intérieur. Ceux qui résistent sont frappés et enchaînés à leurs sièges, certains sont déshabillés. Ce ne sont pas les premières violences dont ils sont victimes. Depuis le mardi précédent, ils ont subi des brutalités policières à répétition. Ce jour-là, 200 flics, dont 130 CRS, ont investi un foyer d'immigrés à Rosny-sous-Bois. Les portes sont enfoncées, les coups commencent à pleuvoir. On rafle 50 des occupants, puis 10 autres, parce que les responsables de l'opération trouvent que le compte n'y est pas. Jusqu'à leur embarquement, ils sont séquestrés dans des conditions ignobles : certains sont restés 2 jours enchaînés sur un banc sans manger. Le tout est assorti d'insultes racistes comme savent si bien les guerriers nos "représentants de la loi et de l'ordre". Même les autorités reconnaissent les brutalités : "Les policiers ont effectivement fait usage de la violence nécessaire pour les faire asseoir à leur place", nous dit un porte-parole du ministère de l'Intérieur. On sait ce que cela veut dire !

Du côté de la droite on applaudit. Le sinistre Pasqua déclare : "La loi est la loi, elle a été appliquée", et il roule les mécaniques en annonçant qu'il va récidiver. Son compère Pandraud précise que les expulsés étaient "en situation irrégulière". Quant à Le Pen, il exulte.

De l'autre côté, c'est le chœur des pleureuses. Du PS au PCF en passant par les diverses organisations spécialisées dans les "droits de l'Homme" et l'humanisme on fait assaut d'hypocrisie et de cynisme. Hypocrisie, en faisant semblant de s'indigner contre cette expulsion massive. Cynisme, dans les arguments qu'ils emploient dans leur "condamnation" de la glorieuse opération policière du 18 octobre. Pour les uns, "La France ne peut pas donner un spectacle semblable" (Mermeas, député PS) et "C'est une certaine idée de la France qui vient de souffrir" (Charzat, secrétaire national du PS). Ce qui préoccupe ces intéressants personnages, c'est l'image de marque que la bourgeoisie française donne à ses consocuteurs. Les

souffrances endurées par les victimes, cela ne concerne ces bons apôtres que dans la mesure où ça fait "désordre" lorsque ça se sait. Par contre, lorsqu'on peut faire le coup en secret -comme ce fut le cas en juillet 85 lorsque 150 immigrés maghrébins et africains ont "bénéficié" d'un DC8 affrété par "Air-Joxe" - il n'y a rien à redire.

De son côté, Bergeron, "défenseur" professionnel des intérêts ouvriers, en rajoute dans ce registre : "On a bien fait. Toutefois, je n'aurais pas décidé comme cela, globalement, pour autant de monde." On ne peut être plus clair !

Pour d'autres, il faut respecter les "droits de l'Homme" même quand on se conduit comme un marchand de bétail. Ainsi la "LICRA (1) ne conteste pas le droit d'expulsion des immigrés en situation irrégulière ; elle demande aux autorités que ces conditions d'expulsion des immigrés soient conformes au respect des droits de l'Homme". Que les expulsés soient condamnés à retrouver les conditions intenablement misérables qui règnent dans leur pays d'origine et qu'ils aient tenté de fuir ou d'épargner à leurs familles en venant travailler pour les exploiters de la "douce France", c'est, par contre, tout à fait conforme avec les "droits de l'Homme" ! Cela en dit long sur l'hypocrisie et la duplicité de tous ces signeurs de pétitions.

Quant au PCF, il se surpasse une nouvelle fois. Dans un article de "l'Humanité" du 22.10, intitulé : "La racine du mal", on nous dit que cette racine réside dans le refus des autorités de combattre sérieusement "les filières d'immigration clandestine mises en place par le patronat". Autrement dit, si on interdisait systématiquement l'entrée du territoire à tous les ouvriers qui tentent d'y chercher un travail, il n'y aurait plus de problème ! Et ces bouillants "défenseurs des ouvriers" d'ajouter : "Ce qui est choquant dans l'affaire de l'expulsion des 101 maliens, c'est la manière dont les autorités administratives ont multiplié les bavures dans l'application de la loi..." Il y a donc beaucoup à dire sur la légalité de l'opération conduite samedi, même en supposant que les 101 maliens expulsés se trouvaient en

contravention avec la loi française. Expulser des ouvriers immigrés en situation "irrégulière", tout à fait d'accord. "Il s'agit d'utiliser la répression à chaque fois qu'elle est nécessaire" (L. Baillot, membre du Comité Central du PCF, dans "l'Humanité" du 28 mai 86). Appliquer la loi inique du 9.9 qui renforce la répression contre les immigrés, encore d'accord, même si on estime "dangereuse" une telle loi. Ce qui est "choquant", c'est qu'on n'applique pas correctement la loi, qu'on commette des "bavures". Le PCF, lui aussi, parle clair : il faut que les ouvriers se soumettent aux lois du capital. Et surtout les immigrés !

On ne pouvait s'attendre à autre chose d'un parti qui, il y a quelques années, à Vitry, envoyait un bulldozer contre d'autres ouvriers immigrés.

Avec l'aggravation de sa crise, le capitalisme nous présente un visage chaque jour plus hideux. Des opérations comme celle du 18.10 ne sont que la partie visible de l'iceberg. Ainsi, ce sont 240 immigrés qui sont expulsés chaque semaine à partir des seuls aéroports parisiens. Ce système ne sait nous proposer qu'une misère croissante, qu'une répression de plus en plus brutale et ignoble. On ne peut le réformer avec de "meilleures lois". Dans ce système, la loi est celle du plus fort, de la classe qui détient les moyens de production, qui contrôle l'Etat et les forces de répression.

La seule amélioration possible ne peut venir que du renversement, dans tous les pays, de ce système de boue et de sang, de misère et d'oppression en balayant toute la racaille -de l'extrême droite à l'extrême gauche- qui le défend bec et ongles avec tout le cynisme et l'hypocrisie dont elle est capable. Et ce renversement, ce n'est pas en pleurnichant derrière les bonnes âmes professionnelles qu'il se prépare.

Seule la lutte de plus en plus unie et massive de tous les ouvriers, "nationaux" et immigrés, contre l'intensification des attaques capitalistes pourra le réaliser.

F.M.

(1) Ligue Internationale Contre le Racisme et l'Antisémitisme.

POUR ETRE FORTS ET UNIS, PRENONS NOUS-MEMES NOS LUTTES EN MAIN

(SUITE DE LA p. 1)

A travers cela, ces faux choix, la bourgeoisie a atteint son objectif essentiel : éviter que les ouvriers ne se rassemblent, ne se retrouvent dans la rue pour affirmer ensemble leur colère et les mêmes revendications.

Tout le boulot effectué par les syndicats ne vise qu'à prolonger cette situation de colère latente, rampante, reculer le plus possible les échéances d'une mobilisation massive active, gagner du temps au profit de la bourgeoisie, et, dans les semaines et les mois à venir, on verra maintes fois les syndicats appeler ainsi, face au développement de la pression sociale, à de pseudo-manifestations unitaires dans lesquelles ils chercheront à organiser la division et l'éparpillement des ouvriers.

... POUR FAIRE PASSER SES ATTAQUES

Ouvriers, plus la bourgeoisie réussit à manoeuvrer à écarter momentanément, à retarder votre riposte massive et unitaire, plus vos conditions de vie empirent, plus votre situation en sera aggravée. La bourgeoisie, tant qu'elle pourra vous cantonner dans sa fausse alternative "ne pas lutter ou lutter de façon divisée, isolée", chacun dans son coin, elle profitera de votre expectative pour faire passer les pires mesures contre vous. N'oubliez pas le 21 octobre où, pendant que les syndicats jouaient à qui mieux-mieux les "va-t'en-lutte", certains d'entre eux venaient de s'accorder en catimini, la nuit précédente, avec le patronat sur les moyens de vous licencier le plus commodément et que ceux-là mêmes (la CGT) qui refusaient vertueusement d'apposer leur paraphe à ce véritable coup de poignard dans le dos, n'ont jamais cessé de tenter de vous réduire à l'impuissance en prenant une part active à la division, à l'étouffement de votre riposte, à Nantes, La Ciotat, La Seyne, Dunkerque, à l'EDF pour ne prendre que quelques exemples parmi les plus récents. Où vous mènent-ils ?

L'ensemble de la classe ouvrière subit en permanence les effets de plus en plus ravageurs d'une crise économique mondiale, mortelle, insurmontable. La bourgeoisie dispose d'un seul moyen pour continuer à vivre et prolonger son système condamné, décadent, en pleine décomposition : attaquer, pressurer, exploiter toujours davantage la classe ouvrière. Elle n'agira jamais autrement, ce sont ses intérêts vitaux qu'elle défend, c'est sa logique implacable qu'elle applique. L'élimination des canards boiteux chère aux gouvernants et aux responsables de l'économie, cela signifie des milliers d'ouvriers jetés à la rue et réduits à la misère. La CGT et les autres syndicats qui vous demandent de "défendre la rentabilité", "de préserver la compétitivité de l'entreprise", de "défendre l'économie nationale" ont exactement la même optique que l'Etat et le patronat, ils vous demandent, en dernière instance, d'accepter de vous sacrifier au nom de fausses exigences.

L'intérêt des prolétaires est au contraire d'assurer la défense de leur propre subsistance à venir et celle de leur famille : c'est pour cela qu'ils se battent, c'est pourquoi les intérêts de la bourgeoisie et de la classe ouvrière ne peuvent nulle part s'accorder, qu'ils sont résolument antagoniques. Les ouvriers savent qu'ils n'ont plus rien à attendre de la part de la bourgeoisie. Depuis des années, le sort des secteurs comme la sidérurgie (les licenciés de Longwy en 79 en savent quelque chose !), des mines, des chantiers navals, de la métallurgie, a été réglé par des plans de licenciements décidés et négociés à l'échelle de toute la CEE. Les plans de sauvetage, les repreneurs providentiels ne sont que du baratin, des fictions qu'essaient d'entretenir notamment les syndicats pour tenter de dérober, de masquer au maximum aux yeux de la classe ouvrière l'enjeu réel de la situation.

Quel est l'enjeu de la situation actuelle ?

PRENDRE EN MAIN LE DEVELOPPEMENT ET L'UNIFICATION DES LUTTES

Il s'agit pour toute la classe ouvrière de prendre en main le développement et l'unification de ses luttes.

Le seul moyen d'être fort, de résister aux attaques toujours plus lourdes et profondes de la bourgeoisie, c'est de lui opposer le front le plus large et uni possible. Pour pouvoir le réaliser et déjouer ainsi les pièges et les embûches dressés par la bourgeoisie et ses syndicats, en ne les laissant plus faire à leur guise et agir librement à votre place, contre vos intérêts. La réalité montre que vous avez les moyens d'engager et d'étendre votre riposte de façon massive comme vos frères de classe en Belgique et tout récemment encore en Suède (voir article p.5), en poussant plus loin leur expérience dans la voie de la solidarité de classe et de l'unification de la lutte.

Vous avez les moyens de vous unir sur des revendications communes en refusant en bloc d'accepter partout les licenciements, les suppressions d'emplois la baisse générale du niveau de vie.

Toute lutte, toute grève, toute journée d'action vous donne l'occasion de vous regrouper, de discuter

Pour cela, vous devez et avez les moyens :
- dès qu'un problème se pose, de développer les assemblées générales pour permettre la participation du plus grand nombre d'ouvriers, pour discuter et prendre les décisions d'action ensemble ;
- chaque fois que les ouvriers passent à l'action de développer des comités de lutte pour tirer le bilan des luttes passées et préparer les prochaines ;
- dans les grèves d'élire vos propres comités de grève en assemblée générale et sous son contrôle, de les mandater pour organiser la recherche de l'unité et de la solidarité active avec les autres foyers de lutte.

Y.D.

ST NAZAIRE : SYNDICATS ET GAUCHISTES CONTRE L'UNIFICATION DES LUTTES

Aux ateliers mécaniques de fabrication des moteurs Diesel qui font partie des chantiers Alsthom de St Nazaire, l'annonce de 590 licenciements sur un effectif de 1400 ouvriers, tombait début octobre.

Ces ateliers constituent un domaine considéré comme "à part" dans les chantiers navals d'Alsthom-Atlantique qui regroupe au total 6400 personnes bien qu'ils fassent partie du même groupe, qu'ils avoisinent et que le travail s'y effectue en étroite collaboration avec la construction navale.

Alors que les syndicats restaient passifs, se contentant d'organiser 2h de grève de protestation en 15 jours sur l'ensemble des chantiers, les ouvriers des ateliers débrayaient spontanément à deux reprises dans la semaine du 13 au 17 octobre en cherchant sans succès la solidarité des autres ouvriers des chantiers. Le 20 au soir, certains d'entre eux cherchèrent à joindre l'inter-syndicale qui se réunissait pour organiser la "journée d'action nationale" du lendemain afin de discuter avec elle des modalités d'action à envisager. Ils apprirent que cette réunion syndicale se tenait secrètement, à huis clos. Plein de rage face à cette nouvelle dérobade des syndicats, et mettant en "quarantaine" la question de leur licenciement, 150 ouvriers des ateliers prenaient l'initiative le matin du 21 de débrayer et de se rendre en cortège, sous leur propre banderole confectionnée la nuit-même : "Non aux licenciements à la mécanique!", devant l'entrée principale des

chantiers en scandant : "La Navale avec nous!".

Très peu d'ouvriers sortirent pour débrayer sur l'ensemble des chantiers. Environ 150 d'entre eux vinrent se placer sous la bannière de la CGT, formant un cortège nettement séparé et distinct de celui des ouvriers de la mécanique et ils partirent en direction de la manifestation principale organisée par la CGT dans le centre-ville. Le cortège des ouvriers en lutte décida de se rendre à sa suite aussi à la manifestation pour appeler à la solidarité des autres manifestants comme de l'ensemble de la population après avoir constaté qu'il était trop tard pour se rendre à l'usine de la SNIAS à 300 mètres de là et y rencontrer les ouvriers de l'entreprise où, là aussi, des licenciements venaient d'être annoncés. En cours de route, le cortège, où tout au long était lancé constamment le mot d'ordre "Unité des travailleurs contre les licenciements!", a doublé, regroupant environ 300 ouvriers. Le CCI y est intervenu activement, animant toute la manifestation par mégaphone en mettant en avant la dénonciation de la dispersion des cortèges et de la division ouvrière organisées par les syndicats, en appelant les ouvriers à se regrouper dans les assemblées générales et en les encourageant à prendre eux-mêmes la parole.

Lors de la jonction de la manifestation avec le meeting syndical qui rassemblait un millier de personnes, un moment de tension se produisit entre les

manifestants qui continuaient à réclamer "l'unité de tous les travailleurs" et le service d'ordre du meeting syndical qui répliquait par : "Unité avec la CGT". Quelques menaces verbales, des quolibets et des injures fusèrent dans les rangs de la CGT. Puis vint le discours de la CGT, très "combatif", qui rejeta essentiellement sur le dos de la CFDT (qui venait de signer l'accord sur les modalités de licenciements dans les entreprises) la responsabilité tant de la "capitulation" devant le patronat sur la question des licenciements que de la division ouvrière dans les manifestations. Discours que les ouvriers combattifs écoutèrent passivement, sous le coup d'un sentiment de démoralisation à l'idée que, pour eux : "la Navale les avait lâchés", ne parvenant pas à réaliser concrètement que leur isolement était le produit de tout le travail accompli par les syndicats. Sitôt le meeting terminé, la dispersion fut très rapide, la consigne de dislocation émanant non seulement de la CGT, mais aussi des éléments gauchistes, à l'intention particulière des 300 ouvriers combattifs. Tout au long de la manifestation, ces éléments où se distinguaient particulièrement des membres de LO ("Lutte Ouvrière") avaient clamé leur soutien à l'extension de la lutte et à la solidarité active, à la fin du meeting, ils appelaient les ouvriers de la mécanique à retourner s'enfermer dans "leur" usine en leur disant : "c'est là qu'on est fort" et en ne leur donnant pas d'autre perspective que de renforcer leur isolement.

Manifestation du 21 octobre

LES SYNDICATS SE PARTAGENT LE TRAVAIL POUR DIVISER LES OUVRIERS

En août, exprimant le besoin grandissant de lutter efficacement contre l'avalanche de mesures anti-ouvrières, notre journal titrait "Se préparer à riposter ensemble à la rentrée". La même question est revenue se poser à l'occasion des manifestations planifiées pour le 21 octobre. En fait l'importance du mouvement de grève au cours de cette journée est venu confirmer le profond mécontentement qui se développe depuis l'été dernier dans la classe ouvrière, la volonté de ne pas lutter séparés et d'imposer un rapport de force contre ce gouvernement de misère.

C'est face à cette menace que la bourgeoisie et ses syndicats ont tenté tout d'abord de saucissonner cette rentrée sociale, pour essayer d'enrayer cette recherche de l'unité.

Pour la seule "fonction publique", la CGT, en premier, avait déjà appelé à 2 manifestations début et fin septembre, centrées sur la soi-disant défense des seuls fonctionnaires et cela après avoir pris soin de mettre fin à la grève EDF à Paris. Les autres syndicats s'étaient chargés pour leur part d'annoncer des journées d'action pour la fin octobre pour les mêmes fonctionnaires.

L'organisation de la division allait réapparaître encore plus patente pour le 21 octobre en province comme à Paris, mais dans la capitale elle fut la plus significative. L'appel plus tardif de la CGT n'impliquait pas que tous les syndicats aillent défiler ensemble au risque d'attirer trop de monde. Elle n'a fait que compléter de façon "radicale" le travail de division des autres syndicats.

A des heures différentes, sur des parcours différents le syndicalisme a eu recours, non seulement à une division traditionnellement entretenue par corporations, mais plus encore par chapelles syndicales, venant montrer une fois de plus que la fonction du syndicalisme est de saboter la force de l'action unitaire.

On pourrait nous objecter : "n'avaient-ils pas

tous à la bouche le mot 'unité'" ? Justement ! Ou encore : "et pourquoi ne s'unissent-ils donc pas" ?

En tout cas pas question de demander l'unité de ceux qui nous divisent aujourd'hui, quoiqu'en disent ces gauchistes qui se plaignent que : "l'action ait été freinée par la division des directions nationales des syndicats. Oui les directions nationales sont responsables de ce spectacle qui nuit aux efforts des militants syndicaux, des adhérents et des travailleurs dans les entreprises" (tract LCR du 21. 10). Ce que les gauchistes cherchent en stigmatisant les directions syndicales, c'est à masquer le sale boulot (dans lequel ils ont une part active) de tous les syndicats aujourd'hui : se partager le travail pour développer à outrance la division des luttes ouvrières ; chacun criant évidemment pour son compte à l'unité. "UNIS DANS L'ACTION" beuglait la CGT au départ de République, en intercalant soigneusement les communaux et les permanents du PCF entre chaque secteur !

"DECIDONS D'UNE RIPOSTE UNITAIRE" clamait la FEN le matin à Montparnasse, tout en ayant eu soin de faire aller son cortège loin des autres.

"GREVE GENERALE" proclamait le maigre troupeau de FO l'après-midi à 15 heures à Bastille. Et ce qu'il était devenue la manifestation sectorielle de la RATP quelque part ailleurs dans Paris, personne ne semblait plus s'en soucier.

C'est toujours au nom de l'unité que FEN-FO-CFDT en ont appelé tout le long à la "défense du service public", excluant de fait de la lutte ceux du privé et les chômeurs, tout comme la CGT l'avait fait seule le 30 septembre. C'est au nom de l'unité que la CGT dans son appel surenchérisait en appelant ceux du privé et du nationalisé, tout en excluant aussi de fait ceux du privé avec le mot d'ordre de ... "non à la privatisation" !

Voilà le sale boulot en ACTION ! Nous affirmons

que c'est une tactique délibérée de sabotage étatique de la lutte massive souhaitée, elle, par des millions de travailleurs !

Qui ne sait pas que les défilés sont décidés carte sur table en totale concertation avec le préfet de police, ne peut pas comprendre que les parcours ont même été retailés au dernier moment pour éviter tout risque de rencontre à laquelle nous, le CCI, appelons constamment (nous l'avons fait par mégaphone au cortège de la FEN).

Seul un extra-terrestre peut rester aveugle devant ce sale boulot de division dans une période où la RIPOSTE D'ENSEMBLE exige plus que jamais :
- de prendre nos luttes en main ;
- la discussion en AG, ouvertes à tous, des actions à mener ;
- l'organisation de la recherche de la solidarité active ;
- le rassemblement en UN LIEU COMMUN.

Cette riposte d'ensemble, il n'y en a pas eu dans les manifestations du 21, vu l'efficace division mise en place par les machines étatiques que sont les syndicats. Par contre, là où réside l'échec de leurs manoeuvres, c'est dans le fait que les 5 manifestations ont mis un peu plus en lumière le sale boulot syndical aux yeux de millions de travailleurs. C'est aussi que la grève a été massivement suivie durant cette journée montrant une volonté profonde de lutter. Si un nombre important de grévistes ont déserté ces manifestations, il est clair, aujourd'hui, que ce n'est pas parce qu'ils ne veulent pas se battre, comme a cherché à le faire croire la bourgeoisie durant les mois passés, mais bien parce que, à travers leur méfiance à travers les syndicats, ils ont refusé de se laisser balader et manipuler par eux.

Gieller

PARTOUT LES MEMES ATTAQUES FRONTALES

Comme nous l'écrivons dans notre dernière Revue Internationale (n°47), "alors qu'en 1985, la bourgeoisie des pays centraux avait réussi à émietter les manifestations de combativité, qu'avec une politique de découpage dans le temps et dans l'espace de ces attaques, elle était parvenue à disperser les ripostes ouvrières, les luttes massives du prolétariat en Belgique ont mis en évidence les limites d'une telle politique. En effet, l'approche d'une nouvelle récession bien plus considérable encore que celle de 82-83 (1) oblige la bourgeoisie à renoncer de plus en plus à des attaques dispersées et la contraint à des attaques massives et frontales." Aujourd'hui, tout comme en France, ce sont les ouvriers de tous les pays les plus industrialisés, au delà des frontières, qui voient déferler les mêmes attaques simultanées. Pour ne citer que quelques exemples, parmi les plus significatifs, il suffit de voir ce qui se passe en Angleterre -pays qui représentait l'apogée du capitalisme au 19ème siècle-, en Hollande -pays réputé pour son haut niveau de "protection sociale"-, en Allemagne -pays au coeur du capitalisme mondial où la région de la Ruhr notamment est la plus grande concentration industrielle d'Europe occidentale! Et ce qui se passe aujourd'hui n'est pas fini, bien au contraire. Avec l'effondrement global de l'économie mondiale : le pire est encore à venir. En même temps, cette situation renforce, partout, la nécessité et les possibilités -à l'image de la Belgique au printemps dernier- d'une riposte unie de la classe ouvrière.

PAYS-BAS

■ Aux Pays-Bas, profitant des vacances, le gouvernement de centre droit a décrété une réduction sans précédent des dépenses budgétaires pour 87 : 12 milliards d'économie en 1987, le DOUBLE de l'austérité imposée annuellement de 83 à 86.

-suppression de 40 000 emplois dans les services publics de l'Etat (sur un total de 170 000) et plus de 100 000 parmi les fonctionnaires régionaux et municipaux;

-instauration d'une "auto-contribution" pour les soins de santé (par exemple, la 1ère journée d'un séjour à l'hôpital ne sera pas remboursée);

-augmentation de 5% de la contribution à la sécurité sociale, ce qui correspond à une baisse de 2% des salaires;

-réduction de 25% de la masse totale des subventions pour le logement social (ce qui affecte en priorité les chômeurs et les ouvriers les plus pauvres);

-réduction de 41 000 à 30 000 par an du nombre de logements construits par l'Etat (dans un pays qui souffre d'une crise du logement permanente) : cette mesure, avec la précédente, aboutira à la suppression de 30.000 emplois dans le bâtiment;

-réduction massive des allocations-chômage (alors qu'il était versé 85% du salaire pendant 6 mois, 70% pendant 18 mois et 60% par la suite, l'indemnité passera à 60% dès le début);

-mise au travail obligatoire pour un salaire de misère des chômeurs de moins de 25 ans (un bon moyen de faire baisser à bon compte les chiffres du chômage);

-suppression des bourses pour les frais des études;

-dans le secteur privé, limitation à 1,3% des hausses de salaires alors que l'inflation était de 2,5% en 85 et qu'elle va encore s'accroître;

-dans ce même secteur, réduction à 37 heures et demie de la semaine de travail sans aucune compensation salariale.

Au total, ces mesures représentent une baisse des revenus de 10% pour la classe ouvrière et une augmentation de 15% du nombre des chômeurs. Ce sont tous les secteurs de la classe ouvrière (secteur public, privé, chômeurs), toutes les composantes du revenu ouvrier (salaire nominal, salaire "social") qui sont brutalement attaqués (cf. la Revue Internationale n°47).

A tout cela, bien sûr, s'ajoute le renforcement de l'appareil de répression par l'instauration de contrôles généralisés.

Enfin, outre le vif mécontentement qui s'étend parmi les ouvriers à l'annonce de toutes ces mesures lors de la rentrée de cet automne, la tension demeure d'autant plus forte que les licenciements continuent de tomber dans des secteurs importants. Dans le port de Rotterdam, par exemple, au mois de septembre ont été annoncés des licenciements parmi les dockers, la suppression de 800 emplois dans des entreprises spécialisées dans le transbordement de marchandises, la suppression de 1500 à 2000 emplois à Shell, ce qui implique entre autres la disparition de 600 emplois dans son complexe pétro-chimique de Rotterdam (5500 ouvriers).

GRANDE-BRETAGNE

■ Ce grand pays industrialisé recensait déjà, en 1985, 19 millions de gens (sur une population de 55,8 millions d'habitants) vivant en dessous -ou juste à la limite- du seuil de pauvreté, une augmentation de 41% depuis 1979!

Chaque jour s'allonge la liste des attaques de la bourgeoisie et aujourd'hui leur profondeur, leur simultanéité deviennent telles qu'elles touchent la classe ouvrière DANS SON ENSEMBLE.

En plus des 4 millions de chômeurs déjà "déclarés", à présent le chômage s'accroît, les licenciements sont de moins en moins étalés, de plus en plus simultanés. En témoigne l'annonce, en quelques jours, de licenciements (1450) aux usines de camions Bedford, à l'usine automobile Austin Rover à Cowley, les 450 licenciements à l'usine automobile Vauxhall, les 4000 sur les 12 000 ouvriers au chantier naval militaire de Devonport, les 304 licenciements au chantier naval de Southampton, le licenciement de 60% des ouvriers au journal "Daily Telegraph", le licenciement de 1350 dockers à Middlesbrough dans le Nord-Est, les 1000 licenciements dans l'une des plus grandes industries chimiques au monde (Imperial Chemical Industries).

La diminution des salaires s'accroît. Non seulement, comme partout, les prix augmentent plus vite que les salaires, mais les ouvriers sont liés à des accords de productivité ou à des "augmentations liées aux bénéfices"... ce qui signifie en réalité une productivité accrue et des "diminutions de salaires liées aux pertes" quand... il y a moins de bénéfices! Par-dessus le marché, aujourd'hui, des baisses de salaires sont directement imposées : par

exemple, le 22 septembre a été annoncée une réduction des salaires des serveurs de bar entre 25f. et 240f. par semaine.

Les cadences, les taux de productivité, les clauses sur la "flexibilité" rendent les conditions de travail de plus en plus insupportables.

Enfin, le gouvernement fait des coupes sombres ou supprime carrément les allocations sociales (déjà misérables) dans les hôpitaux, les écoles, les allocations de vieillesse et de chômage.

R.F.A.

■ Aujourd'hui, en Allemagne, ce "fleur" du capitalisme, connaît un ralentissement inexorable de sa croissance industrielle. Bien que jusqu'à présent, les attaques contre la classe ouvrière en RFA n'aient pas atteint l'intensité et la profondeur des autres pays d'Europe occidentale, depuis cet été et plus particulièrement en automne, la bourgeoisie doit, là aussi, pour la première fois, attaquer simultanément et de plus en plus vite autant de secteurs à la fois. Ceci s'est manifesté :

-à travers des annonces simultanées de licenciements dans différents secteurs. Ces licenciements sont massifs dans les secteurs "traditionnellement" plus faibles (sidérurgie, construction navale...), mais touchent également de plus en plus les secteurs "de pointe" (automobile, chimie, génie électrique);

-suppression de 10 000 sur 40 000 emplois dans la construction navale (suite à une baisse des commandes de 2,5 millions de DM en 85 à 0,5 millions de DM cette année). La plupart des chantiers n'auront pas de travail d'ici la fin de l'année.

-suppression de milliers d'emplois dans la sidérurgie. Dans la Ruhr, après les 7500 licenciements annoncés chez Mannesmann, un plan de licenciements de 4000 à 5000 sidérurgistes chez Hoechst à Dortmund est prévu d'ici 1990 et en octobre a déjà été annoncée la décision de milliers de licenciements dans la sidérurgie en Bavière;

-les charbonnages dans la Ruhr vont supprimer 8000 emplois d'ici 1990;

-rumeurs de licenciements à l'usine Ford de Cologne (qui ont provoqué le débrayage des ouvriers afin de savoir les "vraies intentions" du patronat) et prévision de licenciements chez Kockner-Humboldt-Deutz (où fut inventé le moteur Diesel);

-suppression d'emplois dans les Postes à Cologne;

-deux grandes usines d'imprimerie et de construction de machines d'imprimerie ont fait faillite et ont dû licencier 2500 ouvriers;

-licenciements dans les trois grandes chaînes de magasins (Hertie, Kaufhof, Harten);

-à travers une diminution des salaires. Les primes qui constituent une part des salaires ont été brutalement coupées (diminution du 13ème mois; des primes de vacances, de Noël, etc...)

M.B., le 25-10-86

NOTE :

(1) Voir article dans RI n°149: "le pire est devant nous" et dans la Revue Internationale n°47 : "Où en est la crise économique? L'impasse".

Afrique du Sud

■ Le 1er octobre, 300 000 mineurs sud-africains ont fait grève à la suite de la mort de 117 d'entre eux dans l'incendie de la mine d'or de Kinross (est du Transvaal). D'autres secteurs ont également suivi la grève par solidarité. Cette grève est la plus importante qu'ait connue ce secteur depuis 100 ans.

Elle révèle une fois de plus la combativité, la colère énorme et massive qui soulèvent les rangs ouvriers contre le chômage, les conditions de travail et les conditions de vie en général.

Cette grève a éclaté malgré toute la campagne bourgeoise contre l'apartheid visant à faire croire que la lutte des mineurs d'Afrique du Sud est une lutte de noirs et non une lutte d'ouvriers. Si la bourgeoisie fait tant d'efforts pour masquer la réalité ouvrière en Afrique du Sud (en faisant passer ce conflit qui oppose les ouvriers à leur patron, à l'Etat, pour un conflit qui opposerait non pas deux classes mais deux races) comme en Europe occidentale (en maintenant le black-out sur les grèves qui secouent actuellement la Suède), c'est parce qu'elle sait que seule la classe ouvrière a les moyens de lui opposer un véritable rapport de force et de faire échec à ses projets.

C'est bien contre l'exploitation, contre la dégradation de leurs conditions de travail que les mineurs sud-africains se sont mobilisés. En ce sens, il s'agit d'une grève de même nature -celle d'une classe et non d'une race- que la grève des mineurs en Grande-Bretagne en 84 ou des ouvriers de Belgique au printemps 86. Et cette grève massive, au cours de laquelle les mineurs se sont mobilisés sur leur propre terrain de classe, a éclaté malgré la répression violente, malgré les arrestations quotidiennes, malgré l'état d'urgence qui sévit depuis quatre mois et demi.

Aujourd'hui, face à une classe ouvrière qui ne se laisse ni intimider par tout l'arsenal répressif de l'Etat bourgeois ni dévoyer sur le terrain mouvant de l'anti-racisme, la bourgeoisie sud-africaine -sous la pression de tous les Etats du bloc U.S.- est obligée de recourir, comme en Pologne 80, à l'arme la plus efficace contre la riposte ouvrière : le syndicalisme.

Ainsi, depuis un an, non seulement la bourgeoisie

300 000 MINEURS EN GREVE

n'a cessé de renforcer le NUM (syndicat des mineurs) mais de plus, face au développement de la combativité ouvrière, elle a créé de toutes pièces un nouveau syndicat encore plus "combatif", le COSATU afin de pouvoir mieux contrôler, museler toute expression de colère ouvrière.

Comme l'avait fait la bourgeoisie polonaise en 81 avec le syndicat Solidarnosc, l'Etat sud-africain n'hésite pas à utiliser la même tactique pour crédibiliser ses syndicats aux yeux des ouvriers : celle qui consiste à emprisonner des syndicalistes, à leur faire porter l'auréole du martyr afin de permettre aux syndicats de jouer pleinement leur rôle d'encadrement des luttes ouvrières.

Ainsi, dans cette grève, le NUM et le COSATU ont laissé émailler la colère des ouvriers en appelant à la grève 15 jours après l'accident meurtrier de Kinross, afin d'éviter de faire face à la situation à chaud et éviter d'être débordés. Afin que la colère puisse s'exprimer "en ordre".

Ainsi, encore une fois, ils se présentent avant tout comme les défenseurs, non des mineurs ou des ouvriers en général, mais comme les défenseurs des mineurs noirs alors qu'il y a aussi des mineurs blancs et que ceux-ci ont déjà lutté pour les mêmes raisons que les mineurs noirs, il y a un an. Qu'ils sont tout autant concernés par leurs conditions d'exploitation commune. Les syndicats visent ainsi à diviser les ouvriers entre eux, pour les affaiblir, quand le seul moyen de se défendre est d'être le plus unis possible, le plus solidaires possible pour être forts.

Malgré tous les faux problèmes, toutes les divisions qu'essaie de créer la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière, profitant plus particulièrement ici de son inexpérience sur la question syndicale et de l'apartheid bien réel, cette dernière grève montre que les ouvriers continuent de se battre sur leur terrain de classe, comme les ouvriers des autres pays. Ils montrent la profonde unité qui existe au sein du prolétariat, dans ses conditions de vie, malgré les distances, les régimes politiques différents.

CL

Grande-Bretagne

(D'après un article paru dans WORLD REVOLUTION n° 98, octobre 1986)

■ A la fin du mois d'août et pendant le mois de septembre, les luttes ouvrières en Grande-Bretagne ont continué à se développer :

-LES OUVRIERS DES CHANTIERS NAVALS de Vospers à Southampton entament la troisième semaine d'une grève qui a démarré le 11 septembre par un débrayage spontané. Là, les syndicats avaient déjà négocié sur les "départs volontaires" quand le patronat est venu "saboter" le travail syndical avec des licenciements obligatoires. Tout au long de la grève, les ouvriers ont exprimé une forte méfiance à l'égard des syndicats, y compris les shop-stewards (délégués d'atelier) qui ont fait le maximum pour que la grève reste isolée.

Dans les docks de Devonport où il y a eu des luttes sporadiques très encadrées par les stewards, on vient de confirmer que 4000 postes sur 12000 vont disparaître, quelle que soit la société qui rachète les chantiers. Cette annonce a provoqué immédiatement un débrayage spontané. Il y a également eu des grèves contre les plans de privatisation dans les docks de Rosyth.

En août, au chantier UIE de Clydebank, les ouvriers ont débrayé une demi-journée pour protester contre le manque d'information au sujet des licenciements. Là, de même qu'à Vospers et à Devonport, le patronat a adopté une position dure, poussant vers des licenciements "secs", essayant de licencier des ouvriers sous contrat permanent. On a déjà annoncé que 850 "temporaires" vont être licenciés, et que la main-d'oeuvre serait réduite de moitié.

-A L'USINE DE TRACTEURS Massey-Ferguson de Coventry, 1000 ouvriers sont en grève depuis quatre semaines, en dehors de syndicats, contre des propositions de "flexibilité" qui entraînent des réductions de salaire atteignant 30 £ par semaine pour certains ouvriers. Les ouvriers y auraient formé leur propre

PARTOUT LA MEME RIPOSTE OUVRIERE

LUTTES MASSIVES EN SUEDE

Les mouvements de grève qui se développent depuis plusieurs semaines en Suède, la poursuite et l'élargissement des grèves dans le secteur public, ainsi que plusieurs luttes dans le secteur privé, souvent des débrayages et des grèves hors des consignes syndicales, contre la plus forte dégradation des conditions de vie que la classe ouvrière ait subi depuis la seconde guerre mondiale, sont une confirmation que la perspective est à des combats de classe de plus en plus massifs dans les grands pays industrialisés.

Ce mouvement se caractérise en particulier par :

- une détermination plus grande à engager la lutte et une combativité croissante face aux mesures d'austérité de plus en plus simultanées et frontales, attaquant massivement tous les secteurs de la classe ouvrière;

- une plus grande difficulté pour les syndicats à contenir cette détermination et cette combativité dans la division corporatiste et des actions "bidons".

- face à la défiance croissante des travailleurs envers les syndicats et leurs tentatives de division, et les tendances à ne pas attendre passivement les consignes pour se mobiliser, une radicalisation des syndicats, non seulement au plan d'un langage plus "ouvrier", mais également au plan de l'attitude dans l'action - obligation de lancer des appels à la grève, de rompre les négociations en cours avec le gouvernement de gauche de la Social-Démocratie, dont ces mêmes syndicats sont partie intégrante.
- une désillusion croissante sur "l'Etat Providence" et une ouverture aux positions révolutionnaires sur la nécessité d'étendre la lutte, de l'unifier, de ne pas attendre les consignes syndicales, de ne pas laisser entre les mains des syndicats l'organisation de la lutte contre les attaques de la bourgeoisie.

Ces caractéristiques du mouvement, tendant à être de plus en plus massif, déterminé, avec des pauses de plus en plus courtes, avec une prise de conscience croissante dans la classe ouvrière des enjeux de la lutte et des moyens de la mener, s'inscrit pleinement dans la phase actuelle du développement de la lutte de classe internationale ouverte par les grèves en Belgique en avril-juin 1986.

L'ACCELERATION DES MESURES CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

■ Au cours des derniers mois, les attaques contre les conditions de vie de la classe ouvrière se sont brutalement accélérées dans tous les secteurs, en particulier par des licenciements de plus en plus nombreux, alors que le taux officiel de chômage est de 3% environ pour environ 6% en réalité.

Quelques exemples récents :

- 450 employés des garderies de Stockholm, 775 ouvriers d'un chantier naval de Göteborg, 250 d'une aciérie de Lulea, 600 à 900 travailleurs des gares de marchandises ont été licenciés dernièrement et il y a des suppressions de postes dans les hôpitaux et garderies de tout le pays.

De plus, nombre de déclarations annoncent déjà la nécessité de 1200 licenciements dans les postes, 2000 dans la division aéronautique de SAAB, et le

comité de grève.

-DANS L'INDUSTRIE AUTOMOBILE les ouvriers ont à faire à une nouvelle vague de licenciements et un durcissement de la discipline au travail. On est en train d'imposer aux ouvriers les pratiques disciplinaires "à la japonaise" de l'usine Nissan. A l'usine Vauxhall d'Ellesmere Port, un ouvrier disait à un camarade du CCI : "Je travaille à la chaîne depuis 18 ans. Jamais la discipline n'a été aussi intense. Tous les contremaîtres se tiennent à carreau devant les nouvelles consignes patronales vu qu'ils risquent aussi de perdre leur poste. Alors on les a tout le temps sur le dos."

Ici les syndicats ont essayé de décompresser la situation en appelant à une demi-journée de grève. Mais les intentions des syndicats sont claires : céder aux demandes de licenciements des patrons. Brian Amer, représentant du syndicat AUEW a déclaré : "Personne n'aime l'idée de perdre son emploi, mais on ne peut pas ignorer ce que la compagnie a à dire sur l'état présent du marché. Nous avons promis de coopérer en étudiant des projets de réduction des coûts, à condition que les propositions ne remettent pas en question les termes des accords collectifs en vigueur".

Il est clair que les syndicats sont en train d'apporter leur soutien à la nouvelle vague de licenciements dans l'industrie britannique.

-DANS LES MINES, malgré la défaite subie par les ouvriers en 84, la combativité est toujours intacte. Les mineurs de Hatfields Colliery ont débrayé pendant 24 heures, pour commémorer un assaut de la police pendant la grève de l'an dernier. Au sud du pays de Galles des mineurs ont refusé de faire des heures supplémentaires pendant deux semaines, pour protester contre la menace de suppression de 500 postes dans les ateliers de Tredgar.

ministre des Finances menace de 23 000 licenciements le secteur public pour l'an prochain...

Le mythe de "l'Etat Providence", particulièrement développé en Suède, déjà mis à mal par la baisse de 0 à 12% des salaires réels en dix ans, s'effondre de plus en plus sous les coups de la crise et des mesures qui attaquent massivement et frontalement la classe ouvrière.

MOBILISATION OUVRIERE ET MANOEUVRES SYNDICALES

En riposte à ces attaques, pour la troisième fois en un an et demi, des grèves importantes se développent en Suède dans le secteur public, touchant plusieurs dizaines de milliers d'employés et d'ouvriers en même temps que surgissent fréquemment dans des industries clés du secteur privé des explosions de grève, entraînant chaque fois plusieurs centaines, voire plusieurs milliers d'ouvriers, tout cela manifestant une poussée générale du mécontentement.

Début octobre, environ 25 000 travailleurs, employés de l'Etat et des municipalités, ont fait grève pendant près de trois semaines à l'appel des syndicats. A l'évidence, les syndicats ont organisé les grèves de façon à éviter au maximum que celles-ci se déroulent en des lieux proches les uns des autres. Ils ont lancé leurs consignes de manière très sophistiquée. La grève a englobé en majorité des employés des administrations dans des secteurs encore peu combatifs, comme le secteur des finances, et elle a été répartie de façon dispersée dans les autres secteurs : par exemples, 2 500 infirmières des hôpitaux de tout le pays, 1000 employés des guichets des chemins de fer, quelque 300 postiers de transbordement, 800 travailleurs des services des aéroports, 1300 des garderies d'enfants, 500 conducteurs d'engins des ports, etc.

Qui plus est, sur les lieux où il y a risque pour la bourgeoisie de voir se développer la solidarité ouvrière, comme dans les ports, le gouvernement n'a pas hésité à envoyer la police pour disperser les piquets de grève.

Cependant, si ces manœuvres ont permis de prévenir des possibilités immédiates d'extension des grèves et d'unification entre les différents secteurs, elles ont échoué à enrayer une combativité croissante de la classe ouvrière. Au terme de ces premières semaines de grève en effet, la poussée d'un mécontentement profond face aux mesures d'austérité et la défiance croissante des travailleurs, qui s'est vue en particulier chez les infirmières, vis-à-vis de l'organisation de la grève par les syndicats, ont obligé ces derniers à rompre les négociations ouvertes après la reprise du travail du 17 octobre et à lancer un nouvel appel à la grève dès le 21. Et ce sont cette fois plus de 30 000 travailleurs essentiellement dans l'administration et les municipalités, parmi le personnel des hôpitaux et des garderies, qui participent à la grève qui se poursuit encore à l'heure actuelle.

De plus, le mouvement qui n'a cessé de s'amplifier depuis plus d'un mois, se développe en même temps que toute une série de grèves dans le secteur privé. Pour donner quelques exemples, en septembre, face aux négociations salariales, 200 ouvriers d'Ericsson à Kulma, 160 de l'usine d'armement Bofors à Karsloga et à Stockholm 120 éboueurs sont partis en grève hors de toute consigne syndicale ; en octobre, 3500 ouvriers de l'usine électronique TELI ont fait grève face aux négociations salariales ; le 8 octobre, 200 à 300 conducteurs de bus du sud de Stockholm ont débrayé après décision en assemblée générale, bloquant quasiment tout trafic dans la ville pendant plusieurs heures ; et au moment où nous publions ce journal, dans l'extrême nord du pays, près de Kiruna plusieurs mines sont en grève contre la menace de 420 licenciements dans les puits de la région.

Quelle que soit l'issue immédiate de ces mouvements, et en particulier de la grève dans le secteur public, cette nouvelle vague a d'ores et déjà revêtu des caractéristiques de mobilisation et de détermination de la part des travailleurs qui marquent une étape importante par rapport aux mouvements qui ont eu lieu depuis l'an dernier. Et les conditions de ce développement de la combativité ne peuvent que s'amplifier, et pousser la classe ouvrière à poser de façon toujours plus aiguë les questions de l'extension et de l'unification des luttes contre les attaques de la bourgeoisie, et de leur prise en mains par les travailleurs contre les manœuvres de division des syndicats.

LA GAUCHE AU GOUVERNEMENT MENE LES ATTAQUES, LES SYNDICATS DANS L'OPPOSITION ENCADRENT LES OUVRIERS.

En Suède, c'est la gauche de la bourgeoisie, la Social-Démocratie au gouvernement, qui conduit l'attaque, et c'est le syndicat LO, et ses différentes composantes, partie intégrante de cette Social-Démocratie, qui a la charge de l'encadrement de la classe ouvrière. Depuis le début de l'année, les syndicats, y compris les plus importants (la centrale LO, TCO, SAP), se sont radicalisés, le syndicalisme de base s'est développé (Dalauprising) avec l'aide des fractions radicales de la gauche, trotskystes et stalinien (Parti Socialiste, Offensiv, KPML, VKP). Les syndicats mettent ainsi tout en oeuvre pour apparaître plus "ouvriers", non seulement en radicalisant leur langage, mais également en se préparant à des "actions" plus crédibles aux yeux des travailleurs que le boycott des heures supplémentaires, les promesses de "négociations", les revendications strictement corporatistes, etc. C'est pourquoi ils

ont préparé cette convocation de la grève du secteur public en octobre, en apportant un soin tout particulier à programmer le plus possible un émiettement de la mobilisation ouvrière, tout en voulant donner l'apparence d'une unité entre les différents secteurs. C'est une preuve a contrario de l'ampleur du mécontentement, et des potentialités d'unification de la lutte qui existent au sein du prolétariat. Et les "actions" des syndicats, loin de représenter une réelle opposition au Parti Social Démocrate qui prend les mesures au gouvernement, ne sont que les manœuvres classiques pour tenter de garder le contrôle de la colère grandissante des ouvriers, pour tenter d'enrayer la méfiance croissante à leur égard, que les centaines de grèves et débrayages spontanés de ces deux dernières années ont clairement manifestée.

Face à cette méfiance croissante, le syndicat a dû abandonner sa tactique la plus grossière, utilisée à plusieurs reprises dans les grèves précédentes auxquelles il a appelé, et qui consistait à mettre en avant des corporations particulières étrangères aux intérêts des ouvriers, pour tenter de décourager ces derniers d'engager et d'étendre la lutte. Ainsi, lors des premières mesures d'austérité importantes dans le secteur public, la bourgeoisie, syndicat en tête, s'était employée à ne parler que des... policiers et des douaniers en 1985, alors que le mécontentement avait gagné tout le secteur public, puis, au printemps 1986, à faire campagne sur la grève des... médecins, alors qu'au même moment, les enseignants avaient entrepris plusieurs actions en dehors et contre l'avis du syndicat, et que l'annonce de mesures drastiques dans la métallurgie étaient imminentes.

Aujourd'hui, ce type de manœuvres a fait long feu, et parmi les travailleurs ont été affirmés clairement à plusieurs reprises une sympathie pour les grévistes, en particulier les infirmières, et le sentiment de la nécessité d'une unité, ce qui manifeste une prise de conscience croissante de la nécessité de la solidarité et de l'extension de la lutte. Les syndicats ont été contraints de se radicaliser, de proférer des "menaces de boycott", de rompre des "négociations", de lancer des "appels à la grève" et ce sont des branches syndicales plus "ouvrières" qui sont au premier plan, comme le syndicat des infirmières par exemple. Ceci n'empêche pas que les tentatives de division restent toujours présentes : en particulier, entre secteur public et secteur privé, avec la campagne classique visant à présenter les travailleurs du secteur public comme des "privilegiés"; ou entre les diverses catégories, avec la mise en avant des revendications toujours présentées comme "particulières" à telle ou telle de ces catégories, ou encore, avec le montage de querelles entre les différents syndicats.

LA PERSPECTIVE DE GREVES DE PLUS EN PLUS MASSIVES ET D'UNE CONFRONTATION CROISSANTE AVEC LES SYNDICATS.

Dans la situation présente d'accélération sans précédent des mesures anti-ouvrières prises par la gauche au gouvernement, les syndicats, même s'ils utilisent des manœuvres plus subtiles pour tenter de dévoyer le mécontentement croissant dans les rangs ouvriers - et ils tenteront toujours de le faire - s'exposent de plus en plus. Ils se déconsidèrent à chaque nouvelle expérience de grève où d'"action" qui dévoile l'inefficacité de l'organisation syndicale pour contrer les attaques gouvernementales, et surtout qui met en évidence leur rôle de diviseur de la classe ouvrière.

La perspective est à un développement de luttes plus massives, et qui se confrontent plus directement au sabotage des syndicats. En effet, ce que montre la situation actuelle en Suède, ce sont :

- de grandes potentialités de mobilisation et de combativité de la classe ouvrière;
- des difficultés plus grandes pour la bourgeoisie à isoler et diviser les luttes ouvrières, à enrayer les mouvements spontanés, à faire attendre passivement les travailleurs;
- des initiatives directes des ouvriers d'entrer en lutte, de former des piquets de grève;
- une détermination plus grande qui s'exprime dans une ambiance nouvelle dans les manifestations qui perdent de plus en plus leur caractère de procession -parades, et dans lesquelles se multiplient les discussions et les appels militants.

Cette riposte massive de la classe ouvrière n'est pas propre à la Suède, et les luttes actuelles dans ce pays parmi les plus industrialisés du monde viennent encore confirmer le développement -notamment en Europe occidentale- de cette 3ème vague internationale de luttes ouvrières.

M.G., le 25.10.86.

L'AIDE POUR LA DEFENSE DE NOS IDEES PASSE AUSSI PAR DES SOUSCRIPTIONS.

NOUS POURSUIVONS L'APPEL LANCE EN MAI 85 POUR LE SOUTIEN A NOTRE PRESSE ET A NOTRE INTERVENTION. NOS LECTEURS QUI LE DESIRENT, POUR UNE SOUSCRIPTION MINIMUM DE 80F. RECEVRONT 10 numéros : Souscription n°1 : n° 6 et 7 de RI ancienne série, et n°1, 2, 3, 6, 7, 8, 9 et 10 de la nouvelle série. Souscription n°2 : n° 11 à 21 de RI nouvelle série. Souscription n°3 : Bulletins d'études et de discussion encore disponibles. Souscription n°4 : 10 premiers numéros de la Revue Internationale encore disponibles. Souscription n°5 : 10 numéros suivants de la Revue Internationale encore disponibles.

LE CAPITALISME POURRIT SUR PIED

Depuis plusieurs mois, la situation au Moyen-Orient et particulièrement au Liban, connaît un regain de tensions et d'affrontements et c'est la plus extrême confusion qui semble régner. Non seulement les combats ont redoublé, la FINUL elle-même se replie face aux les attentats et embuscades dont elle est l'objet, mais on apprend l'apparition de nouvelles organisations venues on ne sait d'où qui revendiquent prises d'otages, attentats tous azimuts, attaques contre la FINUL. En septembre (cf. RI n° 149), les attentats à Paris nous mettaient la question du Moyen-Orient en pleine figure, attentats expliqués par la dégradation aggravée de la situation dans toute la région.

Nos gouvernements occidentaux, gauche et droite à l'unisson, n'ont cessé et ne cessent de nous ressasser leur bonne-volonté de mettre de l'ordre, leur détermination à être ferme et ne pas laisser faire à leur guise les responsables désignés, Syrie, Iran ou Libye, Palestiniens de l'OLP ou pro-syriens, etc. etc. S'il est certain que les attentats que nous avons vus en septembre à Paris sont de toutes façons l'oeuvre de gangsters à la solde de cliques étatiques, le (ou les) responsable(s) ne se trouvent pas là-bas en soi ; ceux qui nous appellent à l'union nationale contre le terrorisme, sont aussi responsables.

C'est dans le cadre de l'offensive du bloc US qu'il faut comprendre la dégradation actuelle de la situation au Moyen-Orient. Afin de ramener au maximum le bloc russe sur ses propres frontières continentales, et dans l'objectif également de récupérer l'Iran, le bloc occidental a engagé une pression énorme sur les pays de la région comme la Syrie, pour l'intégrer en son sein, en relançant dès 1981 la guerre Irak-Iran pour mettre l'Iran à genoux, en mettant au pas l'ensemble de l'OLP d'Arafat. Mais cette mainmise n'a pas éliminé les antagonismes entre fractions rivales nationales, comme entre Israël et la Syrie au sujet du Golan, ni les antagonismes entre cliques au sein des Etats -c'est le sens par exemple des affrontements entre fractions chrétiennes à Beyrouth où certaines refusent de se soumettre à la loi syrienne ou encore entre Palestiniens pro-syriens ou pro-iraniens. Au contraire, cette pression du bloc n'a fait qu'organiser ces antagonismes et rendre encore plus tendue l'ensemble de la situation. Aussi chacun cherche à tirer la couverture à soi, à obtenir, en dehors des meurtres et des combats quotidiens, le maximum d'avantages de la part du bloc. Tous ces pays, toutes ces cliques rivales nés de et dans l'impérialisme, vivent, à l'instar de leurs grands frères russes, français ou américains, comme des gangsters et cherchent à imposer leurs desiderata avec leurs moyens. N'ayant pas la possibilité d'exiger militairement à grande échelle, c'est par le terrorisme, les attentats, les prises d'otages, les détournements d'avions, qu'ils expriment leurs appétits impérialistes, bafouant les lois de la guerre dont la bourgeoisie s'est dotée elle-même, dans une guerre larvée où plus rien ne compte que la loi du plus fort ou du plus malin dans son aspect le plus cru, sans garde-fou, sans limite sinon celle des moyens mili-

taires. Globalement, pour autant, le bloc US conserve sa mainmise, mais la situation actuelle révèle aussi qu'il connaît une difficulté grandissante à se trouver des appuis sûrs, des Etats assez forts sur lesquels il puisse compter toujours parce qu'il ne peut offrir que de moins en moins de subsides. Par exemple, si la Syrie a montré sa bonne volonté à faire le gendarme au Liban, elle montre aussi sa difficulté à le réaliser par le fait qu'en son sein-même nombre de cliques continuent à se battre, à s'entre-déchirer et l'empêche de mener à bien sa tâche. Le bloc russe est lui aussi atteint du même mal. Ainsi, l'an dernier, au Yémen du Sud, Etat pro-russe à part entière, des affrontements sanglants ont eu lieu entre fractions rivales, toutes deux pro-staliniennes, et l'URSS s'est empressée de soutenir le nouveau chef d'Etat qui s'était investi de lui-même. Aujourd'hui encore en Afghanistan, le départ de 8000 soldats russes en grande pompe, l'importance grandissante de politiciens non staliniens dans l'Etat de Kaboul, exprime cette difficulté à maintenir la cohésion dans des pays rongés par la guerre.

LE CAPITALISME, C'EST LA DESTRUCTION

Dans leur marche pour imposer leur ordre, les deux blocs se trouvent embourbés dans la décomposition du système capitaliste, décomposition qui s'exprime dans toute son horreur et avec le plus d'acuité dans ces régions qui sont la proie directe depuis des décennies de leurs appétits impérialistes. Qu'on se rappelle l'effondrement en quelques semaines de l'Iran, fer de lance militaire du bloc au Moyen-Orient, échappant ainsi au contrôle occidental comme à celui de l'URSS, du fait de la crise, de la misère et de la décomposition sociale avancée dont il était atteint.

La bourgeoisie mondiale peut se donner des airs de madonne affligée devant le spectacle d'horreur constant, devant les cortèges incessants de morts par la guerre, c'est son système, le capitalisme, qui en est avec elle responsable. Un système en pleine décadence, né dans la boue et dans le sang et qui pourrit sur pied. Sous la poussée de la crise, ses contradictions qui s'exacerbent l'entraînent irrémédiablement dans la folle logique de l'impérialisme, de la guerre. C'est son mode de vie depuis 70 ans, qui s'exprime aujourd'hui ouvertement au Moyen-Orient, dans le Sud-Est asiatique, en Afrique. Avec la récession sans précédent qui se profile et dont les premiers signes se voient déjà largement dans les budgets d'austérité féroces des Etats développés, l'accentuation des contradictions du monde capitaliste montre et va montrer sous un jour encore plus cru les enjeux de la période actuelle, guerre mondiale ou révolution, destruction de l'humanité toute entière ou possibilité de construction de la société communiste.

LES LUTTES DU PROLETARIAT, SEUL FREIN A LA GUERRE

Si la situation d'horreur permanente que connaissent les pays soumis directement à la violence impé-

rialiste n'est pas celle des pays développés, ce n'est pas grâce à la bonne volonté des USA ou de l'URSS, c'est parce que le prolétariat mondial - et essentiellement celui des pays centraux - n'est pas prêt à accepter les sacrifices qu'exigent de lui la crise et les intérêts du capital et encore moins le sacrifice suprême de la guerre. Malgré les attaques toujours plus brutales, malgré l'éventail gigantesque des forces politiques et des campagnes idéologiques que déploient les Etats de tous les pays pour dévoter, isoler, briser ses luttes, et en fin de compte l'amener à accepter la logique de la crise, celui-ci continue de répondre aux coups de la bourgeoisie. C'est avec toujours plus de détermination, de combativité qu'il tend à riposter et à affirmer dans ses luttes une dynamique tendant vers l'extension de ses combats et vers l'affirmation de sa perspective de classe. Que ce soit en Belgique, en Angleterre, en Espagne, en Suède...; le prolétariat se bat et ne plie pas l'échine, et s'il tombe momentanément ici ou là dans les pièges que lui tend en permanence la bourgeoisie, son combat se développe aujourd'hui au niveau international.

Pour autant, si la dynamique vers des affrontements de classe de grande ampleur s'affirme, le prolétariat n'est pour l'instant pas suffisamment mûr pour imposer ouvertement et consciemment sa perspective, c'est-à-dire la révolution communiste mondiale.

Ainsi, alors que, la crise s'aggravant toujours plus, les convulsions de la société ne peuvent que prendre des formes de plus en plus brutales, aberrantes et barbares, alors que, dans cette situation, au cune des deux classes fondamentales de la société ne parvient à imposer sa propre réponse à la crise catastrophique du capitalisme, la tendance naturelle de ce système décadent -la guerre et la destruction généralisée- ne peut que s'exprimer sous une forme larvée.

Il ne faut pas s'illusionner, les prises d'otages, les attentats comme ceux de septembre à Paris ne vont pas s'atténuer, bien au contraire. Non seulement les attentats terroristes vont tendre à frapper de plus en plus les pays d'Europe occidentale, mais il faut aussi s'attendre à des interventions militaires de plus en plus fréquentes -bien que ponctuelles- tant des pays tête de bloc que de leurs principaux vassaux. La bourgeoisie va continuer à nous bercer de beaux discours pacifistes et soi-disant pacificateurs pour justifier ces interventions comme récemment, lors du raid sur la Lybie en mars 86, où c'est au nom de l'anti-terrorisme, de la "paix" que les USA ont bombardé les populations civiles de Tripoli et Benghazi.

La pourriture, la décomposition avancée de ce monde vont encore s'accentuer et se révéler toujours plus violentes et évidentes.

Ce sont d'ores et déjà les luttes ouvrières qui barrent la route à la guerre mondiale. Ce n'est qu'en les développant, les unifiant et les généralisant que le prolétariat pourra détruire ce système moribond, construire la société communiste et éliminer définitivement toutes les guerres.

PPR.

BILAN DE LA R.P

L'IMMATURITE DANS LA FACON DE DEBATTRE

A plusieurs reprises, nous avons dû intervenir au cours de cette réunion publique sur la façon même de concevoir le débat entre révolutionnaires. Que ce soit face à l'attitude des groupes révolutionnaires présents qui, en privilégiant les seules divergences les distinguant du CCI, font totalement fi des pré-occupations des éléments isolés et inorganisés présents dans la salle ou que ce soit contre la tendance à concevoir la confrontation au sein du milieu révolutionnaire comme une confrontation "interne" ou "privée".

Si les organisations révolutionnaires sont le produit du combat historique de leur classe contre la bourgeoisie, elles ont aussi à défendre en leur sein -et plus largement dans l'ensemble de la classe- les mêmes méthodes de lutte que celle du prolétariat sans jamais perdre de vue le pourquoi de leur combat : la victoire de la révolution mondiale.

Ainsi, par rapport à des éléments en recherche, il est vital et de la plus grande responsabilité des révolutionnaires, de contrer la pression ambiante de l'idéologie bourgeoise afin de contribuer à accélérer un processus de maturation à l'instar de l'intervention plus générale des révolutionnaires dans les luttes de leur classe ; il doit être tout aussi évident pour l'ensemble du milieu que les divergences politiques quelles qu'elles soient, doivent être situées à leur niveau réel et ne pas être considérées comme un moyen de se distinguer mais doivent être comprises comme l'expression du processus difficile de prise de conscience de la classe ouvrière et qui concerne donc l'ensemble de la classe. La manière même de concevoir le débat au sein du milieu politique prolétarien révèle donc non seulement une immaturité politique mais, plus fondamentalement, la profonde sous-estimation de son rôle d'avant-garde du prolétariat.

QUELLES LECONS ?

L'incapacité du milieu révolutionnaire aujourd'hui à défendre face à la classe ouvrière une position

(SUITE DE LA p. 7)

commune de classe dans la situation actuelle en France, montre la nécessité non pas d'éviter ou d'arrêter les débats au sein du milieu révolutionnaire, mais au contraire, de poursuivre, d'intensifier et d'assumer concrètement la confrontation vivante au sein de ce milieu. Car ce qui est en jeu aujourd'hui, ce n'est pas seulement une prise de position face à la vague d'attentats en France, mais une prise de position face à tous les moments significatifs de la vie de la classe ouvrière. C'est parce que le milieu révolutionnaire est capable d'assumer ce qu'il est -assumer ce qui lui est commun et le distingue des forces de la bourgeoisie- qu'il est capable de pouvoir réellement dépasser ses faiblesses théoriques et politiques, bien réelles, qui le traversent. Seule cette attitude peut lui permettre de jouer pleinement son rôle au sein de la classe. C'est parce que le milieu révolutionnaire est capable de défendre l'unité des forces révolutionnaires dès aujourd'hui, pratiquement et à chaque moment, qu'il peut être réellement capable de contribuer au processus de développement de l'unité des forces du prolétariat au niveau international et du regroupement des révolutionnaires.

La défense concrète de cette unité passe par la poursuite de la confrontation ouverte et responsable, ferme et fraternelle au sein du milieu révolutionnaire, tant à travers ses publications, ses débats publics, ses permanences que dans toutes les manifestations de la vie de la classe.

LA / FB.

NOTES :
(1) BIPR : "Bureau International pour le Parti Révolutionnaire".
FOR : "Ferment Ouvrier Révolutionnaire".
(2) voir "Alarme" numéro 33, l'article "Non à la terreur capitaliste. Non à l'union nationale".
(3) Nous reviendrons plus longuement dans un prochain article polémique sur ce point en répondant aux positions développées par le FOR au cours de cette réunion et dans ses publications.

Une nouvelle saignée...

(SUITE DE LA p. 2)

le- le capital demande encore de faire les frais de la crise ! Et lorsque P. Séguin ose nous déclarer que le déficit des caisses de retraite est dû en partie à une "baisse des recettes (par suite des suppressions d'emplois) et à l'allongement de la durée de la vie" ("le Monde", du 9.10), il ne fait que révéler au grand jour le souhait de toute la classe exploiteuse : dès que les ouvriers cessent de produire pour le capital, qu'ils crèvent !

Ainsi, ce plan de démantèlement de toute la couverture sociale constitue à lui seul une attaque d'une ampleur et d'une violence sans commune mesure depuis la seconde guerre mondiale. Non seulement ce sont les ouvriers de tous les secteurs (ouvriers actifs et chômeurs, ouvriers du secteur public et du secteur privé) qui sont directement touchés, mais de plus aucune génération n'est désormais épargnée. C'est en effet à chaque moment de leur existence que les ouvriers doivent subir ces attaques : avant même d'être productifs - quand ils sont actifs - et quand ils ne sont plus productifs.

La brutalité de cette attaque, son caractère massif et frontal contre l'ensemble de la classe ouvrière viennent aujourd'hui démasquer toutes les manoeuvres syndicales visant à faire croire que les ouvriers n'ont que des intérêts particuliers à défendre. Cette attaque généralisée contre le "salaire social" de TOUTE LA CLASSE OUVRIERE montre ainsi à l'évidence que la mise en avant par les syndicats de revendications spécifiques à telle ou telle catégorie, tel ou tel secteur, n'a qu'un seul objectif : empêcher une riposte massive et unie de toute la classe ouvrière.

Ouvriers, face à cette offensive de l'Etat bourgeois contre l'ensemble de nos conditions de vie, face aux manoeuvres syndicales de dispersion des luttes, il n'y a qu'une seule réponse possible : DEVELOPPER LA SOLIDARITE DANS LA LUTTE, UNIFIER TOUS LES COMBATS CONTRE L'AUSTERITE ET LA MISERE CAPITALISTE.

Avril, 25 octobre 1986.

REALITE ET FAIBLESSES DÙ MILIEU REVOLUTIONNAIRE

■ Face à la vague d'attentats terroristes qui a marqué la situation en France ces dernières semaines, les Réunions Publiques tenues par le CCI en France courant octobre se fixaient comme tâche essentielle de faire entendre la voix des révolutionnaires face à ces attentats et face aux intenses campagnes de la bourgeoisie appelant la classe ouvrière en France à faire front commun avec l'Etat capitaliste.

Lors de celle que nous avons tenue à Paris le 11 octobre, outre la présence d'éléments isolés, participaient des représentants des deux autres principales organisations révolutionnaires en France : le BIPR et le FOR (1).

Si la présence à cette réunion de ces groupes du milieu révolutionnaire exprime une volonté politique (que nous ne pouvons qu'encourager de toutes nos forces à systématiser) pour tenter d'affirmer les positions de classe face aux récents attentats terroristes, cette réalité ne doit cependant pas masquer les faiblesses de ce même milieu à assumer pleinement ses responsabilités grandissantes face à l'ensemble de la classe qui l'a fait surgir.

Cette réunion a, en effet, révélé tant le poids de l'immaturité que du sectarisme qui prévalent généralement dans le milieu révolutionnaire actuel faisant apparaître d'autant l'importance d'un débat large et fraternel, ainsi que la profonde sous estimation du rôle du milieu révolutionnaire dans la situation présente d'accélération de l'histoire.

L'INCAPACITE D'AFFIRMER UNE POSITION COMMUNE DE CLASSE FACE A LA SITUATION

Alors que l'exposé introductif à la discussion présenté par le CCI prenait position clairement sur la signification profonde tant des attentats terroristes que de l'attitude adoptée par le prolétariat lui-même face à ces attentats qui ne cède en rien aux sirènes de l'union nationale de la bourgeoisie française (comme le confirme a posteriori la prédominance de la question sociale revenue en quelques semaines seulement la préoccupation centrale de celle-ci (voir RI no 149), aucun groupe présent du milieu révolutionnaire n'a pris la peine de se prononcer formellement sur les principales orientations de cet exposé. Non! Le centre du débat, au cours de cette réunion, fut porté immédiatement par les éléments du FOR et du BIPR sur les divergences existant actuellement au sein du milieu révolutionnaire, entre le CCI, le FOR et le BIPR.

Alors que toutes les fractions de la bourgeoisie, de la droite, de la gauche, en passant par les gauchistes se sont retrouvées unies autour d'un même front commun pour appeler la classe ouvrière à soutenir et défendre l'Etat exploiteur dans la lutte contre le terrorisme, les groupes révolutionnaires présents à cette réunion publique n'ont pas été capables de faire entendre ce qui fonde l'unité et la raison d'être du milieu révolutionnaire par l'affirmation déterminée de positions de classe face à ces événements et contre l'ensemble des forces de la bourgeoisie dans la situation présente : la dénonciation de l'appel à l'union nationale, à l'union de la classe ouvrière avec l'Etat capitaliste, la dénonciation de la terreur d'Etat elle-même produite de la sénilité et de la décomposition accélérée du système capitaliste. Bien que ces positions de classe

soient défendues dans les organes de publication des groupes révolutionnaires -notamment dans un dernier no de la publication du FOR, "Alarme" (2)- l'attitude qui a prévalu dans le débat public fut non pas de défendre ces positions communes mais de privilégier avant tout les divergences qui opposent ces groupes au CCI. Cette attitude qui consiste à privilégier, face aux événements actuels, d'abord ce qui différencie et distingue les groupes du milieu révolutionnaire au lieu de mettre en commun ce qui distingue le milieu révolutionnaire d'avec la bourgeoisie, cette attitude est la concrétisation du manque de responsabilité qui domine encore dans le milieu révolutionnaire aujourd'hui, incapable de dépasser ses querelles de chapelles et son esprit de sectarisme au profit de ce qui est essentiel à un moment donné et face à l'attente réelle de l'ensemble de la classe ouvrière de la part de ses minorités les plus conscientes.

Quant aux divergences mises en avant par le FOR et le BIPR d'avec les positions du CCI, elles ont porté essentiellement sur l'appréciation du rapport de forces actuel entre les classes qui conditionne directement les tâches présentes des révolutionnaires (3). Sur cette question, le FOR et le BIPR se sont rejoints dans cette réunion par la mise en avant de l'état de passivité et d'impuissance de la classe ouvrière aujourd'hui : le FOR, en s'appuyant sur le fait que les luttes ouvrières étaient incapables aujourd'hui d'empêcher les guerres impérialistes localisées, et sur le fait que le prolétariat en France avait été incapable, face aux campagnes d'union nationale de la bourgeoisie, d'adopter une attitude "classiste" par le développement de luttes "réellement révolutionnaires" posant d'emblée et immédiatement la question de la destruction de l'Etat bourgeois et l'instauration du communisme (voir note 3) ; le BIPR, en voyant dans les attentats terroristes en France la confirmation du cours de la société vers la guerre impérialiste généralisée.

Au delà des positions de principes communes à ces groupes dans la situation actuelle (rejet de la défense de l'union nationale, non soutien à la guerre impérialiste, dénonciation des syndicats comme armes de la bourgeoisie...) ce qui domine au sein des groupes tels le BIPR et le FOR, c'est l'incapacité de resituer les événements qui viennent de se développer en France dans la période historique actuelle de développement de la 3ème vague de luttes ouvrières., et donc de déterminer une perspective adéquate pour la lutte de la classe ouvrière. Cette incapacité qui trouve ses racines dans :
- l'absence d'utilisation de la méthode marxiste pour apprécier les caractéristiques de la période historique présente, caractéristiques qui ne sont pas les mêmes que celles de la période révolutionnaire du début de ce siècle ;
- une vision faussée, marquée par une vision idéaliste de ce qu'est le mouvement même de la lutte de classe (cf. note 3), conduit de ce fait ces groupes à tendre à prôner le "défaitisme révolutionnaire" comme l'avaient fait les révolutionnaires russes en 1917 alors même que le prolétariat -en se maintenant sur son propre terrain de classe- confirme sa volonté de lutte et son potentiel révolutionnaire.

(SUITE p. 6)

REUNIONS PUBLIQUES

sur le thème : **Lutte revendicative, lutte révolutionnaire**

BORDEAUX

. Réunion publique le 13 décembre à 17h, au café Victor Hugo, cours Victor Hugo.

CLERMONT-FERRAND

. Réunion publique le 28 novembre à 20h30, ancien lycée Blaise Pascal.

GRENOBLE

. Réunion publique le 5 décembre à 21h, 6 rue H.Berlioz.

LILLE

. Vente de la presse tous les 1er et 3ème dimanches du mois au marché de Wazemmes.

LYON

. Réunion publique le 28 novembre à 21h, à MAJO, impasse Métral, Villerbanne. Métro : République.
. Permanence le 9 décembre à 18h au café "La Brioche", 6, rue de la Barre, 2ème, métro Bellecour.

. Vente de la presse au marché de Vaulx en Velin les dimanche 23 novembre et 7 décembre à partir de 11h30.

MARSEILLE

. Réunion publique le 19 décembre à 21h, au 205, rue Ste Cécile.
. Permanence le 19 novembre, de 19h à 20h, à "l'Artistic Bar", 4 Cours Joseph Thierry, 13001.

NANTES

. Réunion publique le 15 novembre à 17h, au 14, rue du chateau, quartier Decré (après la porte cochère, prendre l'escalier à droite dans la cour, porte de gauche au premier palier.

. Permanence le 28 novembre à 20h30, même adresse.
. Diffusion au marché de la Petite Hollande, le 8 novembre de 10h30 à 11h30.

PARIS

. Réunion publique le VENDREDI 21 novembre à 20h30, au 27, avenue de Choisy, métro : Porte de Choisy.
. Permanence le 8 novembre de 17h à 19h même adresse.

ROUEN

. Réunion publique le VENDREDI 21 novembre à 20h, à la Halle aux Toiles.
. Vente de la presse le 15 novembre de 14h30 à 15h30 au marché place St Sever.

TOULOUSE

. Réunion publique le 28 novembre à 21h, rendez-vous devant l'entrée Cafétéria du géant Casino, pont des demoiselles.
. Permanences tous les vendredis, sauf celui de la réunion publique, à 18h30 au bar "Le Colbert", avenue St Exupéry.

. vente de la presse les 2è et 4è dimanches du mois, de 11h à 12h30 au marché aux puces, place St Sernin.

TOURS

. Réunion publique le 29 novembre à 17h à la "Maison pour tous" rue de La Dauziillère, arrêt Dauziillère, JOUE-LES-TOURS.

Souscription

- Réunion publique à Toulouse (août) : 150 F.
- Cherbourg :
- F.P. : 30 F.
- Nantes :
- N.D. : 50 F.
- Toulouse : (Réunion publique septembre)
- A-M. : 200 F.
- A. : 20 F.
- Da. : 50 F.
- Br. : 20 F.
- Pas. : 100 F.
- J.L. : 100 F.
- Jac. : 40 F.
- Fra. : 100 F.
- Chr. : 30 F.
- D. : 50 F.
- PARIS : (Réunion publique septembre, octobre)
- Ph. : 200 F.
- M. : 350 F.
- F.N. : 100 F.
- Div. : 322 F.
- Cov. : 220 F.
- Lille : (Réunion publique octobre)
- Mil. : 20 F.
- Ihe. : 15 F.
- Jac. : 20 F.
- TOURS : (Réunion publique septembre)
- Ph1. : 20 F.
- Ph2. : 30 F.
- Dew. : 100 F.
- G. : 400 F.

T O T A L : 2 682 F.

T O T A L G E N E R A L : 15. 473 F.

QUELQUES LIBRAIRIES OU ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU C.C.I. :
- PARIS : "PARALLELES" - 47, rue St Honoré, 75008
"L'HERBE ROUGE" - 1 bis, rue d'Alésia
PARIS 13e
- MONIROUGE : "LA BOULANGERIE" - 67, rue de Bagneux
- ROUEN: "L'ARMITIERE" - 5, rue Basnage
- LILLE "LIBRE Pensee" - 38, rue Jules Guesde

PUBLICATIONS

(écrire les adresses comme suit, sans nom de la publication):

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 1088 VALENCIA,
46080 ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134, BXL 1, 1000 BRUXELLES. BELGIQUE

INTERNATIONALISM
PO BOX 20193 London Terrace Station,
NEW YORK, N.Y. 10011 USA

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674. CARACAS 1020-A, VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

REVOLUTION INTERNATIONALE
RI, BP 581, 75027 Paris cedex 01, FRANCE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 NAPOLI, ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR, Postbus 11549, 1001 GM AMSTERDAM,HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869, LONDON WC1 N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 5000 KOLN, 41 RFA.

BROCHURES

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
(10F + 3F de frais d'envoi)
NATION OU CLASSE (idem)
PLATEFORME DE REVOLUTION INTERNATIONALE(idem)
PLATEFORME ET MANIFESTE DU CCI (idem)
ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE (idem)
SUR LA POLOGNE, recueil d'articles (idem)
LA DECADENCE DU CAPITALISME
(10F + 6F de frais d'envoi)
L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION
(20F + 6F de frais d'envoi)
LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE
(30F + 12F de frais d'envoi)

ABONNEMENTS

Abonnement simple (JOURNAL : 12 numéros)
FRANCE : 90F ETRANGER : 90F PAR AVION :150F
Abonnement simple (REVUE INTERNATIONALE: 4ns)
FRANCE : 65F ETRANGER : 65F PAR AVION : 80F
Abonnement couplé (JOURNAL = REVUE)
FRANCE : 150F ETRANGER :150F PAR AVION :150F
Abonnements et versements par chèque bancaire ou postal,à l'ordre de RI,CCP 202 3302 X Paris

DISTRIBUE PAR LES NMPP

Imprimerie G.Tautin 9,cité Beauharnais -75011-
Directeur de la publication : D.Van Celst
Numéro de commission paritaire : 54267
tirage moyen : 2000 ; vente moyenne : 500.

LA CGT ORGANISE L'ISOLEMENT DE LA LUTTE POUR L'AMENER A LA DEFAITE

■ Cela fait maintenant plusieurs mois que la presse rend régulièrement compte de la combativité de la CGT, tant à la Seyne qu'à la Ciotat : opérations commandos, affrontements avec la police. La presse, la télé, les hommes politiques de tous bords voudraient nous faire croire que la CGT est le fer de lance d'un mouvement de résistance à la fermeture des chantiers navals.

Rien n'est plus faux : s'il est effectivement vrai qu'un mouvement de résistance se développe dans les chantiers de la Normed, les actions spectaculaires de la CGT et autres syndicats n'ont comme fonction que d'enrayer ce mouvement, d'empêcher qu'il ne se concrétise vraiment. Un tel mouvement, s'il prenait de l'ampleur, serait dangereux pour l'Etat : il constituerait un pôle d'attraction dans une région particulièrement touchée par la crise, et un exemple vivant pour toute la classe ouvrière en France. Il serait alors un pas significatif vers cette unification des luttes des différents secteurs qui, seule développe la véritable force de la classe ouvrière, pour résister aux attaques massives et frontales de la bourgeoisie.

Face à cet enjeu, nous voyons les syndicats, CGT en tête, tout faire pour empêcher que ne se développe un tel mouvement et travailler avec beaucoup de "radicalité" à enfermer la colère ouvrière, l'isoler, la rendre inefficace et ainsi retarder l'explosion qui rechercherait la vraie solidarité des autres secteurs ouvriers.

1985 : LA CGT ORGANISE LA DISPERSION DE LA RIPOSTE

Déjà quand l'ensemble de la gauche était au gouvernement, quand furent menées les premières attaques contre les chantiers, les syndicats ont tout fait pour que les ouvriers de la Seyne et de la Ciotat luttent séparément. Ceci avait pour but de faire croire aux ouvriers que leurs intérêts n'étaient pas identiques, que la possibilité existait dans chacun des sites de se sauver au détriment de l'autre. Alors, toutes les actions à la Seyne ou à la Ciotat sont restées circonscrites, enfermées dans le site, et quand la pression était trop forte, ils ont envoyé ceux de la Seyne à Toulon et ceux de la Ciotat à Marseille, dans des directions opposées.

Les syndicats -CGT en tête- ont aussi pendant ces années renforcé cette illusion en orientant les luttes vers des négociations séparées auprès des pouvoirs publics de chacun des sites. Puis, quand la pression de la classe est devenue trop forte, ils ont orienté la combativité vers des manifestations et des occupations auprès de ces pouvoirs publics, "pour faire pression", alors que la pression ne peut venir que de l'union grandissante des ouvriers.

En 1985, après une grève contre les licenciements qui dura cinq semaines (il s'agissait de 200 congés de conversion à la Ciotat), les syndicats présentèrent comme une "grande victoire" le résultat des négociations : la direction les consulterait pour fixer le choix des 54 ouvriers licenciés qui s'ajouteraient aux 116 volontaires. Cette "grande victoire" se résu-mait par 170 Licenciements (congés-conversion) et par le fait que les syndicats eux-mêmes désignaient les têtes qui devaient tomber. Voilà encore un exemple qui vient révéler la vraie nature des syndicats, celle de gestionnaires de l'entreprise et d'agents de l'Etat. Une fois les ouvriers divisés, fatigués

par des luttes inefficaces, la CGT pouvait faire passer les licenciements nécessaires à la direction en les faisant passer comme une victoire !

LA CGT OUVERTEMENT CONTRE L'UNIFICATION DES LUTTES

C'est aussi en 1985 qu'ils sont intervenus physiquement contre des militants du CCI qui distribuaient un tract appelant à l'extension du mouvement, à la recherche de l'unité et la solidarité active avec les ouvriers des autres secteurs attaqués, appelant à refuser l'isolement et à prendre en main collectivement l'orientation des luttes.

La violence de la réaction de la CGT contre ces orientations est significative du but qu'elle recherche réellement sous couvert de radicalisme : empêcher à tout prix que se concrétise le besoin de plus en plus ressenti par les ouvriers d'étendre et d'unifier les luttes. C'est là tout le vrai sens de leur besogne de démobilisation et d'écoeurement de ces deux dernières années, le vrai sens des actions-bidon et des orientations sans avenir qu'ils développent sans relâche dans la classe.

Ces "actions", bien sûr, n'ont apporté qu'épuisement et débousolement et ont permis, en fin de compte que chaque attaque de la bourgeoisie soit un relatif succès. Relatif, car sans cesse renaissait la combativité des ouvriers, et elle est toujours au coeur des préoccupations de la bourgeoisie. Car il s'agit pour elle de porter à présent l'attaque décisive contre les ouvriers des chantiers, et leur combativité est telle que, malgré toutes les manoeuvres d'épuisement, d'isolement et de découragement, la bourgeoisie doit sans cesse la reporter.

Depuis quelques mois, les syndicats mettent les bouchées doubles dans le sens d'épuiser la classe pour que celle-ci ne puisse riposter à cette attaque décisive ; les "actions" tendant à rendre la lutte impopulaire, afin de faire croire aux ouvriers qu'ils sont seuls, se sont multipliées en juillet : gares de chemin de fer paralysées, péages d'autoroute bloqués. La CGT a tout fait pour que la lutte des ouvriers de la Navale soit ressentie par la population comme irresponsable : ses militants sont allés jusqu'à rançonner les automobilistes au péage de la Ciotat, mettant à mal une voiture dont le propriétaire refusait de se "solidariser" financièrement.

Ces actions de commandos syndicalistes se sont toujours conclues par des escamouches contre les CRS, sous l'oeil perplexe de la masse des ouvriers qui, s'ils ne parviennent pas encore à trouver leurs propres perspectives à la lutte, sont cependant suffisamment critiques pour ne pas tomber dans les pièges de l'action suicidaire : leur expérience leur dit assez clairement que là n'est pas la solution.

Toutefois, cela permet à la CGT de faire croire nationalement qu'elle seule lutte et que les ouvriers ne veulent pas lutter quand en fait les ouvriers des chantiers ne veulent plus faire l'importe quoi mais cherchent comment lutter !

Si la CGT a mené tant de tapage en juillet, c'est pour occuper le terrain social, monopoliser l'attention des ouvriers et surtout pour empêcher toute possibilité de réfléchir collectivement en assemblées générales des moyens pour résister. Les assemblées générales, de plus, se font dans l'usine, fermées

aux ouvriers des autres secteurs, aux chômeurs, ainsi, bien sûr qu'aux révolutionnaires. Car elle a effectivement bien du mal à continuer à encadrer les ouvriers, le délégué CGT de la Seyne déclarant même à la rentrée sur France-Inter, qu'effectivement, "la situation est difficilement contrôlable". A tel point que des explosions authentiquement ouvrières surgissent malgré tout ce battage syndical, le 18 septembre, ayant reçu des fiches de paye où figuraient des baisses de salaires, près de 800 Ouvriers de la Ciotat se sont mis spontanément en grève et ont manifesté dans les chantiers, hors de tout contrôle syndical.

Pour ne pas se laisser distancer par la lutte, pour pouvoir continuer à l'encadrer, la CGT a dû battre un rassemblement général. Elle a appelé les ouvriers à rester mobilisés toute la nuit dans les chantiers et a épuisé les plus combatifs en leur faisant battre la campagne environnante pour mener les habituelles actions sans lendemain (déverser les boîtes à ordures devant le commissariat, promenade en camion), actions qui ont soulevé le lendemain un concert de critiques parmi les ouvriers.

Une fois de plus, mais au prix d'une sévère perte de crédibilité, la CGT a réussi à enrayer ce nouveau mouvement de colère. Une fois de plus, les ouvriers ont dû rentrer leur colère, dépossédés de leur lutte, mais la question se pose pour eux de plus en plus précise, de plus en plus consciente, de la prendre en main par dessus les appareils en qui ils ont jusqu'à présent fait confiance et dont le rôle de saboteur leur apparaît dans les faits de plus en plus évident.

Une leçon importante que les ouvriers doivent tirer de cette lutte à la Normed, est que l'isolement ne peut conduire qu'à l'impuissance et, au bout du compte, à la défaite. La seule riposte efficace contre les attaques de la bourgeoisie est d'opposer le front le plus large possible. Elle est de se battre le plus nombreux et le plus unis, de rejoindre les autres secteurs de la région en lutte, d'appeler à la solidarité dans la lutte les autres travailleurs, les ouvriers au chômage... Pour y parvenir, la classe ouvrière doit prendre conscience de sa force et prendre sa lutte en main. C'est comme cela qu'elle pourra déjouer les pièges des syndicats qui visent à les diviser, les disperser et les épuiser dans des actions stériles.

Moro



Revolution Internationale est l'organe en France du Courant Communiste International

NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégaugées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

- Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.
- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.
- La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.
- La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.
- Le socialisme, mode de reproduction sociale ins-

tauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"auto-gestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

- Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.
- A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.
- Tous les soi-disant partis ouvriers -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes- sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.
- Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.
- Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie

sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

- Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".
 - Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétaires et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.
- NOTRE ACTIVITE
- L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompus.
 - L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.